



Les Nations Unies ont exprimé leur inquiétude à la suite de l'arrestation de Maurice Kamto et de certains de ses partisans.

Lors de sa réunion du mardi 29 janvier à midi, les Nations unies ont exprimé leurs préoccupations concernant les informations faisant état de violences et de recours à la force par les forces de sécurité contre les manifestants et ont également condamné les actes de violence perpétrés devant les ambassades du Cameroun à Paris et à Berlin.

«En réponse à des questions sur la situation au Cameroun, l'ONU est préoccupée par les informations faisant état de violences et de recours à la force par les forces de sécurité lors des manifestations à Douala ces derniers jours. Nous condamnons les actes de violence perpétrés dans les ambassades du Cameroun à Paris et à Berlin », a déclaré le secrétaire des nations unies, Antonio Guterz

L'ONU est également préoccupée par l'arrestation de M. Maurice Kamto, dirigeant du Mouvement pour la Renaissance du cameroon et de certains membres de son parti ; arrestation qui a eu lieu (lundi 28 janvier).

En outre, l'ONU appelle les autorités camerounaises à respecter le droit de manifester, d'association et la liberté d'expression et insiste sur la nécessité de faire preuve de retenue de

la part de tous les acteurs politiques.

Le Secrétaire général réaffirme qu'il est nécessaire que toutes les parties prenantes camerounaises s'engagent dans un dialogue politique inclusif et authentique afin de relever les défis auxquels le pays est confronté. Les Nations Unies sont prêtes à soutenir de tels efforts.

Rappelons qu'après la marche qui a tourné aux émeutes samedi dernier, les ministres de l'administration territoriale et de la communication ont fermement condamné l'acte du MRC, dans un point de presse.

Cette conférence de presse a d'ailleurs été suivie par l'arrestation de Maurice Kamto, Albert Dzungang et Christian Penda Ekoka. Ces derniers ont été par la suite conduits à la direction de la police judiciaire à Douala, puis transférés à Yaoundé. D'ailleurs, selon certaines sources, ils seraient transférés au SED(**secrétariat d'état à la défense**).